

Des orientations qui interrogent les agriculteurs des Hauts-de-France

À l'heure où les contours de la future Politique agricole commune (Pac) post-2027 se dessinent, la Chambre d'agriculture régionale entame l'analyse des premières annonces, tout en soulignant le rôle stratégique de la région Hauts-de-France dans le paysage agricole français et européen.



Parmi les inquiétudes figure celle de la baisse des aides à l'hectare, qui pourrait porter un sérieux coup aux grandes cultures.

Forte d'un tissu agricole dynamique de près de 2 millions d'hectares et d'une filière agroalimentaire puissante, le rôle nourricier de

la région est confirmé par des productions agricoles emblématiques. Cependant, ce potentiel se heurte à un cadre réglementaire et fiscal

qui pénalise l'efficacité des filières de la région, confrontées aussi aux défis climatiques, géopolitiques et sanitaires.

Historiquement dotés de Droits à paiement de base (DPB) parmi les plus élevés, reflet d'un fort potentiel agronomique, les agriculteurs

Marie-Sophie Lesne, vice-présidente Agriculture, agroalimentaire, enseignement agricole et pêche de la Région Hauts-de-France

La réduction du budget est inacceptable

Les orientations dévoilées par la Commission européenne concernant la future Politique agricole commune sont extrêmement décevantes et marquent une rupture profonde avec l'ambition fondatrice de l'Union européenne. La Pac a été un pilier fondateur de l'Europe en mettant de garantir une cohérence entre États membres, d'assurer une stabilité des revenus des agriculteurs, et de soutenir la production. On a beau lui trouver beaucoup de défauts – sa complexité spécialement – nous avons grand besoin d'une Pac forte pour notre agriculture. L'annonce de la réduction de son budget de 21 % est tout simplement inacceptable. La France ne peut pas laisser faire cela. Face aux défis du renouvellement des générations, du maintien de la production et de l'élevage et d'adaptation au changement climatique, réduire le volume de la Pac revient à abandonner le travail voulu et réalisé par les pères fondateurs de l'Europe. Dans le contexte géopolitique actuel, la production alimentaire est encore plus stratégique que par le passé. Le réarme-

ment de la France et de l'Europe passe par le réarmement alimentaire. La souveraineté se construit chaque jour dans nos fermes, dans nos élevages, dans nos territoires. Elle repose sur des filières solides, des revenus agricoles viables, et un soutien clair à la production. En outre, la transition agroécologique ne se fera pas sans stabilité économique, sans investissements. En remettant en cause ses deux piliers historiques (le soutien aux revenus et l'investissement via le Feader), la Pac perd sa lisibilité et sa vocation. En mélangeant la Pac à d'autres fonds européens (cohésion, politique sociale), en créant un Fonds unique, véritable «fourre-tout», l'Europe dilue l'agriculture et la renationalise, c'est-à-dire qu'elle renvoie la responsabilité aux États de choisir leurs priorités. Le risque est clair : l'émergence d'une Europe agricole à deux vitesses. Certains pays décideront de soutenir massivement l'agriculture, d'autres non. Cela fragilisera inévitablement les filières déjà en souffrance, comme l'élevage, et nos industries agroalimentaires. Et

pendant ce temps, des produits extérieurs, non-soumis à nos normes européennes, pourront continuer d'entrer sur le marché européen, exacerbant encore plus les distorsions de concurrence, notamment si le Mercosur est ratifié.

Les Régions sont pleinement engagées depuis des années aux côtés du monde agricole et continueront à soutenir la modernisation, l'installation, et la structuration des filières. Mais elles ne pourront naturellement pas compenser le recul de l'ambition européenne. L'agriculture ne peut pas être traitée comme un domaine secondaire, une variable d'ajustement. Elle porte en elle les enjeux de souveraineté et de résilience. Je suis donc pleinement mobilisée pour que la voix des agriculteurs, et notamment celle des éleveurs, soit défendue, entendue et respectée. Nous comptons plus que jamais sur les parlementaires européens et *in fine* sur le Conseil européen pour revoir la copie présentée par la Commission européenne.



Une enveloppe Feader qui stagne

Par ailleurs, à l'instar des pertes subies par les agriculteurs des

